

# « Nouvelle Époque »

bulletin militant - No 4. oct 2013

## FRONT NATIONAL OU RÉPUBLIQUE

Fillon représentait la droite sociale. Celle qui, à l'inverse de Copé, ne se compromettrait jamais. Ni par opportunisme électoral, ni par cynisme, ni par conviction. Et puis non. Un peu comme s'il lui fallait imiter le personnage de *House of Cards* pour se mesurer à celui qui l'avait battu à la primaire de l'UMP, l'ancien premier ministre de Nicolas Sarkozy fait lui aussi l'école buissonnière au lieu de rester sur le droit chemin de la République.

Le décor est planté : le FN est installé par une droite qui ne veut plus se tenir à distance et par un storytelling entretenu par la presse et les sondages. Ce récit, martelé chaque semaine c'est « le FN monte inexorablement, la gauche est tétanisée » - comprenez, quoiqu'elle fasse, ça ne marchera pas.

Il n'en faut pas moins pour que la gauche radicale assène la sentence. C'est le PS qui est responsable de la montée du FN. Tant pis si Marine Le Pen n'est pas au rendez-vous quand il faut affirmer le rôle de grande puissance de la France, tant pis si elle compte dans ses rangs nombre de partisans de Bachar El Assad comme son père soutenait Saddam Hussein... Le FN est devenu une valeur sûre pour la presse qui veut bien chroniquer la menace qui monte quitte à rejeter la responsabilité d'une éventuelle victoire sur les politiques d'aujourd'hui qui, quoiqu'ils fassent, ne trouvent jamais grâce aux yeux de « l'opinion ». Quant aux idées, elles inspirent des « unes » racolleuses pour des hebdomadaires qui veulent vendre du papier.

Oui, on en parlera souvent du FN ici et nous prendrons part à la bataille car c'est un combat des Républicains contre les adversaires de la République. Nous faisons nôtre l'idée

toujours actuelle de la lutte contre le FN et du rassemblement de la gauche.

Bien sûr, le FN sait prendre l'apparence d'un parti républicain et s'éloigner de toutes les images d'Epinal et autres caricatures de nostalgiques du IIIe Reich et autres groupies de dictateurs, mais demeurent en son sein les gènes du nationalisme, les ferments de la xénophobie et toutes les caractéristiques de la droite réactionnaire et ultralibérale. D'ailleurs, en cédant à la mode du moment d'avoir des dirigeants fades, le FN a rompu avec sa tradition tribunicienne en mettant en avant le duo techno-gris Alliot-Philipot paraît paradoxalement incapable de dérapages malgré le fait qu'il soit lisse.

On ne peut nier que combattre le FN est difficile car parler aux cerveaux ne sert à rien si on ne parle pas aux cœurs de ceux qui votent avec leurs tripes. Ce n'est pas une bataille que l'on peut mener de manière blasée et nonchalante sous prétexte que nous avons raison. Encore faut-il que nous soyons capables de ramener les électeurs à une certaine raison et cela passe par des changements qui se voient.

La culpabilisation morale est inefficace. Il faut faire de la politique : non pas reprendre les idées du FN en changeant le papier à en-tête comme le font certains à droite - c'est le signe qu'on a déjà perdu - ni intérioriser sa dialectique pour tenter de s'en extraire, mais par l'action politique et la conviction, démontrer que ces idées sont fausses et qu'elles mènent à une impasse. Une tâche ardue, mais indispensable. □

Vues de droite

## L'ÉTÉ MEURTRIER

*Il n'est pas besoin d'avoir beaucoup d'expérience politique pour saisir que nous avons assisté ces dernières semaines à la naissance d'une nouvelle génération militante qui fournira à la droite et à l'extrême droite ses cadres pour les trente années à venir. Cette « Jeune droite » est sans complexes et sans scrupules. Sciemment et innocemment, elle amalgame des bobos réacs, mais branchés façon Frigide Barjot aux cathos réacs façon Boutin...*

Ces derniers mois, les militants de la Manif pour tous ont pu faire leur marché dans l'offre qui se présentait à eux. D'un centre droit républicain à l'extrême droite la plus dure en passant par les cercles catholiques conservateurs ou intégristes, cette jeune droite va mener la vie dure à la gauche pendant les années qui viennent. Elle a son avenir devant elle. Elle a connu l'hégémonie de la gauche dans le mouvement social et elle en a détourné, par dérision ou par besoin, tous les codes, des slogans de manifs aux formes d'organisation.

Cette « Jeune droite » va faire son trou dans la jeunesse scolarisée. Fini la scission de l'Uni et les mouvements de jeunes de droite qui prêtaient à rire. Fini les « Jeunes pop » ces enfants gâtés se faisant plaisir à coup de buzz, de tweets et de lib dub. Les années Lancar ont été asphyxiées dans l'air pollué de l'esplanade des Invalides aux années Rats noirs, celle d'une jeunesse de droite radicalisée et donc le suicide de Dominique Venner constituera un des actes fondateurs.

Elle va investir les lycées, les universités, probablement même les quartiers, proposant comme jamais, un débouché à cette catégorie de jeunes qui votent à droite ou au centre.

Il est probable qu'au bout, tout cela ne débouche pas, mais il est certain que rarement dans l'histoire des droites, l'aubaine aura été si grande.

La diabolisation des organisations de droite soupçonnées d'être insuffisamment à bonne distance de l'extrême droite étudiante avait toujours fonctionné tant que l'extrême droite correspondait à sa légende, faisant le coup de poings, ressortant les croix celtiques et les rats maudits des archives, les repères étaient en place. Dès lors que, dans une approche très « nouvelle droite », on brouille les repères en se tenant éloigné des caricatures, cela fonctionne mieux. Mais en son sein, nombreux sont ceux qui veulent bien afficher la couleur.

La dépolitisation ou l'assèchement de la culture politique ont aussi un effet. Pour beaucoup, les descentes du GUD ici, les bastons entre fafs et antifas là relèvent de l'histoire ancienne. Au mieux d'un passé glorieux, main-

tes fois réécrit, au pire, quelque chose qui relève d'un folklore qui n'a plus cours de nos jours.

La banalisation de ces questions ou la nonchalance font aussi leur œuvre. A la condamnation morale, pas toujours aussi intransigeante qu'on pourrait imaginer, s'ajoutent rarement le passage à l'action. Le mouvement antiraciste qu'on avait connu fort et souvent unitaire dans les années 80-90 est vieillissant. Il n'a pas réussi à se renouveler. Il est maintenant divisé, parfois institutionnalisé – c'est le lot des vieilles organisations qui ont réussi à imprimer leur marque sur leur époque. A côté, on voit émerger des mouvements ou des personnalités qui ne sont ni « mainstream », ni dans les clous des mouvements associatifs que le monde politique et médiatique identifie. Quoiqu'on en pense, une Rokhaya Diallo fait désormais plus parler d'elle que l'actuelle présidente de SOS racisme. Plus grave pour ces organisations, plus personne ne sait qui dirige et sur quoi se mobilise le MRAP ou la LDH. Bref, il y a une nonchalance ou une somnolence fatale alors que dans la grisaille qui accroît la sinistrose dans le pays alors que fleurit un Printemps franchement mauvais dans lequel les réactionnaires de tous poils s'égaient sur le pavé ou sur les plateaux télé, d'un Taddéi ici aux ondes de BFM TV là... Tea party à la française, voilà qui va faire les affaires d'un FN prudent et d'une UMP sur les dents. Les déclarations de François Fillon le démontre. En mettant un signe « égal » entre FN et PS, l'ancien premier ministre, pourtant disciple de feu Philippe Séguin ressort la vieille ficelle du procès que la droite fait en illégitimité à la gauche au pouvoir en considérant qu'elle ne gagne que grâce au FN. Mais ce n'est certainement pas de la faute de la gauche si la droite cherche à se relever en se droitisant.

□

« Nouvelle  
Époque »

## Questions économiques

# L'ÉCONOMIE, POUR QUOI FAIRE ?

*L'analyse économique est de façon générale difficile à appréhender. Qu'on soit économiste ou non, il est complexe de tirer des conclusions d'une simple actualité. Pourtant, en temps de crise, chacun cherche le signe annonciateur d'une reprise de la croissance. Mais la croissance pour elle-même ne sert à rien si elle ne sert pas aux femmes et aux hommes qui la composent.*

La croissance au deuxième trimestre 2013 aura surpris. Avec une hausse de 0,5% par rapport au trimestre précédent, l'économie française aura, d'après les commentateurs avertis, rebondi. Nous serions donc en droit d'attendre que la situation économique des Français s'améliore. C'est encore loin d'être le cas, sauf pour une minorité de personnes : les plus aisées. L'un des premiers effets de la crise aura été en fait de creuser les inégalités.

La croissance française du 2ème trimestre est une bonne nouvelle. Tout d'abord, elle met un terme à la récession survenue au cours des 6 derniers mois. Ensuite, elle donne quelques éléments positifs sur le plan économique. La croissance s'explique en effet par une consommation des ménages et la constitution de stocks par les entreprises. Cette dernière suggère ainsi que la production des entreprises reprend.

Pour autant, ces éléments ne sont que conjoncturels. Pire, d'autres faits peuvent inquiéter sur l'état de l'économie française. En réalité, l'origine de la hausse de la consommation tient pour beaucoup à des circonstances particulières éphémères (météo dégradée qui booste la consommation d'énergie par exemple). De même, les entreprises refont des stocks uniquement parce qu'elles avaient arrêté de produire pendant de longs mois. Surtout, l'investissement décline encore en France. Cela augure mal car les investissements sont à l'origine de la croissance future. Or, dans ce domaine, la France est en retard et elle ne fait que le creuser. En outre, l'emploi continue de décliner, ce qui prouve, s'il le fallait, que les entreprises sont encore loin d'anticiper une hausse prolongée de leur production.

Ce trimestre de croissance n'est donc pas encore l'annonce de la fin de la crise tant espérée. Pour la majorité des Français, c'est même l'inverse. C'est qu'il faut considérer l'économie selon différentes perspectives de temps. Pour l'heure, aucun élément fort ne soutient l'économie à moyen terme ni à court terme, des circonstances exceptionnelles ont poussé la production plus haute que prévue, mais rien ne permet d'anticiper qu'il en soit ainsi à moyen terme. Il n'est donc pas exclu

que les Français aient à souffrir encore de l'économie morose.

Il n'y a guère que pour les français ayant investi dans des actifs financiers depuis 2009 que la situation est heureuse car les annonces ponctuelles ont de grands effets sur les prix des actifs financiers. Les marchés réagissent en effet extrêmement rapidement à toute annonce. De fait, le CAC 40 ressort ces derniers jours à plus de 4000 points, en hausse de plus de 13% sur les 6 derniers mois. Cette évolution contrastée entre une économie à l'arrêt et une finance qui se nourrit d'annonces élargit les écarts de richesse entre les Français.

L'actualité économique n'offre pour l'instant aucune source de confort pour la majorité des Français. Pour cela, il faudrait que l'emploi redémarre ou bien que les salaires augmentent. Or ni l'un ni l'autre ne sont à prévoir avant la fin de l'année. C'est pourquoi le gouvernement multiplie les annonces sur le plan économique.

Les interventions du gouvernement, notamment avec les emplois d'avenir, vont pourtant dans le bon sens. Mais la politique, au même titre que l'économie, s'inscrit dans la durée. Il est ainsi difficile aujourd'hui de prétendre que François Hollande récolte le fruit de ses échecs ! Il est tout aussi difficile de savoir quels seront les effets du CICE, de la réforme des auto entrepreneurs ou de la politique de relocalisation dite du «made in France».

La seule chose qui, aujourd'hui est à craindre, est une perte généralisée de la confiance. De ce point de vue, le gouvernement Hollande est arrivé à un moment critique pour la France. Pour l'heure, il a au moins réussi à éviter le pire.

□

## Questions de société

# CE BIEN DE HAUTE NÉCESSITÉ QU'EST LA CULTURE . .

*ZEP, ZUS, ZFU, si les habitants des quartiers dits prioritaires auraient pu être champions au scrabble, ils ne regretteront pas la disparition de ces acronymes qui les compartimentaient dans des Zones.*

Historiquement, la gauche a toujours porté une ambition pour la culture ; que l'on songe au Front populaire, qui a donné une véritable impulsion à l'éducation culturelle en s'appuyant sur le mouvement associatif et l'éducation populaire, au Conseil national de la Résistance, qui a consacré le droit à la culture pour tous, ou

bien encore aux réalisations culturelles emblématiques des deux septennats de François Mitterrand, pilotées par Jack Lang, et encore aujourd'hui citées en référence. La gauche socialiste, proche des artistes, soucieuse de diversité culturelle, attentive à l'égalité de tous dans l'accès au savoir et à la culture, riche d'une belle histoire dans la conquête des droits humains, a perdu sa boussole : depuis un an, elle joue les petits épiciers, et ne porte plus aucun discours sur la culture au sommet de l'Etat. Cette absence de projet culturel est d'autant plus grave qu'elle ne s'explique pas par la raréfaction de l'argent public, certes réelle. Elle est le symptôme d'un mal beaucoup plus sérieux : le refus de l'utopie.

La défense de l'exception culturelle, muée en combat contre les cow-boys du laisser-faire et de l'uniformisation planétaire, a-t-elle vraiment un sens si, pendant qu'elle croise le fer à Bruxelles, la France ne donne aucune perspective à ses créateurs ?

Les artistes, bien patients, tirent des sonnettes d'alarme, mais la logique implacable de l'équilibre des comptes publics passe avant toute autre considération, et la gauche perpétue les mêmes erreurs que la droite, en restant jacobin et arrogant, en ne donnant aucun signe d'intérêt en direction de la scène émergente, en bâclant les concertations censées être les priorités du mandat, en échouant à inclure la culture dans l'acte 3 de la décentralisation.

Le retour de la gauche au pouvoir sonnait comme un espoir. Il laissait espérer une avalanche d'idées neuves (quitte à déplaire aux barons de la culture), un rééquilibrage des aides publiques entre Paris et les régions, un début d'embryon de service public de la culture pour en finir avec « l'entre soi ».

Il n'est heureusement pas trop tard pour remettre de l'ambition et de l'utopie dans l'action gouvernementale. Plusieurs signes positifs seraient les bienvenus : d'abord, se saisir de la victoire (certes fragile) arrachée à Bruxelles sur l'exception culturelle pour formuler, par la voix du Président de la République, un discours de politique générale sur le rôle éminent de la culture comme bien de haute nécessité, aussi essentiel que l'air que l'on respire, et accélérateur de croissance et d'emploi. Ensuite, une invitation à décroquer, à expérimenter et à innover sur le champ culturel, en adaptant les outils existants aux TPE de la culture et aux industries créatives, qui n'ont pas la taille critique suffisante pour solliciter les aides économiques, et qui peineront à s'inscrire dans la Banque publique d'investissement : or ces entreprises, pillées par les banques qui leur applique des agios aveuglément, ont la capacité de générer de la richesse pour les territoires. Enfin, en mettant l'accent sur la construction de projets culturels internationaux, grâce à la mobilisation des fonds européens, pour donner à voir une Europe des arts et de la pensée plus réjouissante que l'Europe de la contrainte.

Dans le schéma mondial, où les artisans de la diversité culturelle sont laminés par les rouleaux compresseurs de la culture mainstream, il appartient à l'Etat de fixer des priorités, en accélérant l'adaptation des acteurs culturels français au numérique, en révisant le cahier des charges des lieux labellisés, en orientant une partie des financements publics vers la jeune création, en encourageant les mises en réseau et les mutualisations d'emplois et de ressources, en retissant des liens avec l'éducation populaire, en nourrissant le dialogue avec les territoires.

Si l'on veut que la gauche laisse une trace, nous avons tout à gagner à commencer par la culture. Le chantier s'ouvre à nous.



## Territoires et identités

# CHANGEONS DE REGARD SUR LES OUTRE-MER

*La France aussi est un pays sur lequel le soleil ne se couche jamais. a lancé une proposition visant à réglementer Avec ses territoires d'outremer, le drapeau tricolore flotte sur tous les océans. Mais cela ne va pas de soi. Les outremer sont pourtant le laboratoire et le prolongement des débats identitaires comme des politiques sociales et économiques de notre pays.*

Près de quatre ans après la crise sociale qui a touché les Outre-mer, la question demeure inchangée, les problèmes sont les mêmes et les réponses inaudibles. Oui, la crise sociale est toujours là, toujours présente dans les esprits dans le quotidien de chacun. Elle est toujours là, dans ces territoires dont on parle soit pour évoquer ses dernières vacances, soit pour s'offusquer que des requins bouffent des surfeurs, soit pour dire « franchement qu'on leur donne leur indépendance, vous savez tout ce que ça coûte à la France ? »

Derrière ce malaise, la vérité est bien plus compliquée. Cette contestation sociale a surtout agi comme le révélateur d'un malaise profond aux dimensions et racines multiples et aux conséquences lourdes. L'impasse institutionnelle n'est pas un vague sujet de conversation. La départementalisation n'a pas apporté les solutions miracles, et pourtant nous avons appliqué ce modèle à Mayotte dans la précipitation. Mayotte qui offrait l'opportunité inédite de réfléchir à un nouveau statut en

Outre-mer, un statut respectueux du développement qui prendrait en compte l'environnement régional et les aspirations du territoire. Assimilation, émancipation, autant de questions qui sont des facteurs de paralysie sur les réflexions concernant les Outre-mer.

Oui, les jeunes souffrent d'un taux de chômage inédit, les prix sont élevés, la continuité territoriale a disparu, les perspectives sont peu réjouissantes. Quelle est la réalité de ces territoires si divers ? Certains de ces territoires avec une classe politique déclassée qui attise parfois les braises de la souffrance pour des arrangements douteux. La gestion depuis Paris semble de plus en plus compliquée et le manque d'intérêt ou de connaissances de ces territoires par les hommes ou femmes politiques creuse encore plus le fossé qui sépare la métropole de ces confettis d'empire. Il est paradoxal de voir avec quelle hâte l'on cherche parfois à rendre visible ces Outre-mer en vantant la diversité culturelle, la beauté des paysages, sans jamais mettre à nu la triste réalité de ces territoires. Est-ce donc là de la calino-thérapie que l'on userait pour dire « Regardez comme on vous célèbre » mais dans un cadre bien précis et avec un discours convenu. Les Outre-mer ne sont pas des territoires homogènes mais si la volonté est forte de tenter de leur faire partager une seule et même histoire. Pourtant loin des clichés et de la rancœur, ce qui importe c'est de mettre les chiffres sur la table, de se questionner sur ce qui est au fond le vrai problème. Quelles perspectives et quel développement ? Il ne suffit pas de dire que l'on reviendra un jour sur la vie chère, le pétrole, le prix des billets ou de la téléphonie, parler de niches fiscales puis s'en offusquer pour enfin s'étonner que cela n'est pas assez.

La volonté de prise en compte de ces territoires ne doit pas être vécue comme une revendication identitaire ou politique d'enfants gâtés qui ignoreraient la réalité. Oui, nous connaissons la situation actuelle du pays, tout le monde en est conscient. Ce que veulent les Outre-Mer ce sont de vraies réponses, l'argent a coulé à flot à une époque, pressés que nous étions de rattraper le retard de ces anciennes colonies. Mais depuis des décennies, on ne parle des Outre-Mer que pour parler de niches, de surcoûts, d'assistanat comme si la solidarité nationale ne nous était au final que gracieusement offerte.

Que penser de ces territoires qui cherchent désespérément à être considérés et qui ont souffert d'un paternalisme déplacé et infantilisant. Que penser de ces territoires à travers les mers dont la France s'enorgueillit parfois et détecte souvent. Mayotte est devenu le 101<sup>e</sup> département. Et la crise sociale est toujours là, les réponses aussi peu adaptées, elle sera toujours là comme une compagne familière, un chiffon rouge que l'on agitera pour se pencher sur la question de temps en temps pour mieux se retourner enfin sur ses photos de vacances. Il faut ouvrir enfin les pistes de réflexion sur ces territoires, des réflexions construites non pas autour d'un ministère mais plutôt comme une politique globale intégrant la réalité de ces territoires et l'environnement régional. L'ouverture vers l'extérieur ne doit pas être vécue comme une remise en

cause de la souveraineté française mais bien comme une chance. Demandez à tous ces jeunes, qui partent s'exiler de gré ou de force en Australie, en Chine, au Québec ou ailleurs... En métropole, les blessures s'accumulent, le BUMIDOM hante les esprits, l'avenir est donc ailleurs. Pendant ce temps, dans nos îles rien ne change, la misère est moins triste au soleil.

## Elections

# 2014 : NE VOUS LAISSEZ PAS BERNER !

La liberté d'expression est un socle inaliénable de construction des démocraties. Cependant, détournée par un Front national dédiable, elle est un prétexte pour libérer une parole nauséabonde et pratiquer des autodafés modernes. Pour lutter, notre seule arme est la parole, pour rappeler ce qu'est le lepénisme municipal, pour dénoncer l'imposture frontiste, pour stopper le harcèlement démocratique que nous impose aujourd'hui l'extrême droite et enfin reprendre la main. La censure a toujours été l'arme des régimes autoritaires, mais sans aller aussi loin, elle est prise par les courants réactionnaires. La preuve...

Jacques Bompard, alors maire FN d'Orange avait repris à son compte, dès le début de l'année 1996, des méthodes d'un autre âge quand il a supprimé le centre culturel Mosaïques, les Chorégies, censuré les suppléments littéraires de *Libération* et du *Monde* à la médiathèque de la ville, censuré les ouvrages traitant du racisme, du rap et acheté massivement des ouvrages nationalistes pour approvisionner les rayons de la bibliothèque municipale. Cet autodafé des temps modernes, sans flammes ni fumée visait à détruire toute forme de pensée jugée «non conforme» à celle des dirigeants en place.

A l'issue de la dernière Université d'été du PS, la lutte contre l'extrême droite a retrouvé son importance stratégique. Le mouvement anti-mariage pour tous, par sa radicalité et ses prises de positions a fait ressurgir des événements et des débats que l'on croyait révolus. En libérant la parole, il a fondé une génération de réacs qui, partant d'un «tea party» à la française, va fournir des cadres aux droites dures pour 20 ans.

L'assassinat de Clément Méric, les propos homophobes proférés ou tolérés au plus haut rang des élus de droite, ainsi que la multiplication des agressions verbales racistes ont démontré que l'auto-dédiabolisation de l'extrême droite était aussi efficace qu'un couteau sans lame.

La véritable nature du FN ne souffre aucun vernis, ni aucun masque. La sur-médiatisation offerte à ce parti qui s'est tou-

jours maintenu en dehors du champ républicain a contribué à sa banalisation. Considérer l'ordre, le mérite et l'identité comme des valeurs fondamentales, susceptibles de répondre aux urgences sociales et aux défis économiques fait le jeu des extrémistes et contribue à radicaliser la droite, tout en bénéficiant à l'extrême droite.

Un des meilleurs remparts contre la banalisation du FN reste la mémoire. La mémoire de son histoire qui trouve ses références dans les heures les plus sombres de notre Histoire ; la mémoire de son discours qui n'est qu'une succession de coups contre la démocratie et les fondements du contrat social. Mais pas seulement car les injonctions ou les culpabilisations morales ont montré leur inefficacité. Il s'agit aussi d'entretenir la mémoire de son action publique.

Beaucoup d'entre nous restent traumatisés par ce fameux 21 avril 2002, qui, pourtant, n'évoque rien pour un jeune votant pour la première fois en 2014. Il avait 6 ans en 2002 et n'était pas né quand, en 1995 et en 1998, le FN a pu accéder à des responsabilités électorales locales.

En 1998, le parti de Jean-Marie Le Pen avait joué les faiseurs de roi en soutenant plusieurs présidents de région de droite dont quatre avaient accepté leurs voix : en Picardie, Bourgogne, Rhône-Alpes et Languedoc Roussillon. Les accointances électoralistes entre une frange radicale de la droite et l'extrême droite sont, somme toute, coutumières. Trois ans auparavant, les municipales de 1995 avaient vu la victoire de candidats frontistes à Toulon, Orange, Marignane et Vitrolles qui devinrent tristement célèbres et furent la preuve que l'incompatibilité du Front national avec la République est réelle.

Pour le lepénisme municipal, si l'aventure a commencé dans les urnes, elle s'est majoritairement terminée au tribunal. Le pseudo ordre moral prôné à tout va par ses partisans n'est en réalité qu'une façade trompeuse, camouflant les multiples condamnations des dirigeants et élus de ce parti. Si au niveau national, la liste est longue pour les incitations à la haine raciale, apologie de crime de guerre ou négationnisme, le plan municipal n'est pas en reste.

À la mairie de Vitrolles, les époux Mégret pratiquèrent la discrimination à l'embauche, détournèrent des fonds publics et donnèrent une prime de 5 000F pour les enfants français nés de parents européens, annulée par la justice.

Daniel Simonpieri, ex maire FN-MNR de Marignane, aujourd'hui UMP fut condamné pour favoritisme, fausses factures et emplois fictifs.

Jean-Marie Le Chevallier qui fut maire de Toulon a été condamné pour subornation de témoin dans l'affaire du meurtre de son directeur de cabinet.

Les villes frontistes refusèrent de délivrer des certificats d'hébergement, indispensables pour les demandes de

visa. Les subventions aux acteurs sociaux et culturels qui leur étaient hostiles furent supprimées, les fonctionnaires classés à gauche furent remplacés par des militants du FN, les associations venant en aide aux immigrés furent asphyxiées financièrement etc.

Si le FN espère toujours prouver qu'il est capable d'appliquer localement un programme qui allie sécurité, préférence nationale et baisse de la fiscalité, c'est au détriment d'une politique cohérente, solidaire et égalitaire, fondement de notre République. L'échec du FN n'est pas lié à son inexpérience comme ses dirigeants le martèlent au souvenir de cette période. L'échec du FN est dû à son incompatibilité fondamentale avec la République. Il n'est pas une solution mais un danger. Un danger pour tous, un danger pour les acquis sociaux, un danger pour l'égalité, un danger pour la France.

Un parti qui compte tant de repris de justice ne peut répondre aux exigences de citoyens épris de justice.

L'imposture frontiste de la préférence nationale cache en réalité une ségrégation totale à l'égard de populations participant à la vie économique et sociale de nos villes. Cette imposture renforce la pauvreté et la précarité de certaines populations et les exclut de la société.

Ce n'est pas le modèle que nous défendons, ce ne sont pas nos valeurs, ni la société que nous souhaitons construire.

Les élections municipales de 2014 auront une dimension européenne, chacun l'a compris, tant dans les enjeux que dans le calendrier. Voter FN, c'est prendre le risque d'avoir les cousins germains d'Aube dorée dans nos villes avec le racisme, la corruption et l'incompétence comme ligne de conduite. C'est rendre possible partout l'arrivée des populistes au pouvoir dans les bagages des conservateurs comme ce fut le cas en Italie, au Danemark dans un passé récent, aujourd'hui en Hongrie et visiblement bientôt en Norvège.

Il ne s'agit plus seulement de ré-enchanter le rêve français, mais de le réinventer. C'est tout l'enjeu de ces élections municipales. Ce n'est pas en se repliant sur soi qu'on s'ouvre sur le monde. La jeunesse doit se mobiliser en masse et ne pas se laisser bernier par les sirènes conservatrices, réactionnaires ou nationalistes !

**Ont collaboré à ce numéro :**

Pierre Kanuty, Romain Wolf,  
Lamia El Aaraje, Myriam Bouali,  
Farida Boudaoud  
(VP culture Région Rhône Alpes),  
Jessica Masson et Karine Gautreau.